



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction des sécurités  
Service interministériel de défense  
et de protection civile**

## **COMMISSION CONSULTATIVE DÉPARTEMENTALE DE SÉCURITÉ ET D'ACCESSIBILITÉ**

(Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par les décrets du 31 mai 1997, du 30 août 2006 du 31 octobre 2014, du 05 septembre 2016 et du 04 octobre 2016)

### **« SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE POUR LA SÉCURITÉ CONTRE LES RISQUES D'INCENDIE ET DE PANIQUE DANS LES ERP ET IGH »**

(Arrêté préfectoral du 10 novembre 2016)

**ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

### **PROCÈS – VERBAL**

**Visite du 25 juin 2024**

#### **PALAIS DE LA BOURSE**



## I – PRÉSENTATION GÉNÉRALE

<b>Nom et raison sociale :</b>	<b>PALAIS DE LA BOURSE</b>
<b>Adresse :</b>	<b>17 place de la Bourse – 33 076 BORDEAUX</b>
<b>Adresses mail :</b>	<b><a href="mailto:jakrich@bordeauxgironde.cci.fr">jakrich@bordeauxgironde.cci.fr</a></b>
<b>Téléphone :</b>	<b>05 56 79 50 00 (Standard) 06 17 01 16 23 (M. Jérôme AKRICH)</b>
<b>Exploitant principal :</b>	<b>Chambre de Commerce et Industrie de Bordeaux</b>
<b>Responsable logistique patrimoine – Direction unique de sécurité :</b>	<b>M. Jérôme AKRICH</b>

**Avis de sous-commission ERP/IGH :**

DATE	PROJET	N° PC / AT	AVIS
08/11/2006	Mise en sécurité (2 <sup>e</sup> tranche)		Favorable
13/02/2008	Dossier SSI		Favorable
11/03/2009	Réorganisation des locaux du RDC et entresol	PC 033 063 08Z0697	Favorable
06/04/2011	Modification zonage SSI		Favorable
28/11/2012	Aménagements école sommellerie	AT 033 063 12Z0085	Favorable
18/09/2013	Demande d'avis : implantation d'un deuxième groupe électrogène	/	Favorable
04/03/2020	SSI	AT 063 19 Z 0644	Favorable
13/09/2023	Restructuration du RDC de l'aile nord : transformation de bureaux en salle de cours pour l'école Ferrandi	AT N° 033 06 323 Z 0330	Favorable

**Commissions de sécurité :**

DATE	COMMISSION	AVIS
06/07/2009	Ouverture (mise en sécurité)	Favorable
30/08/2010	Ouverture aménagements RDC et entresol	Favorable
30/06/2011	Périodique + ouverture dans le cadre des tvx phase 2	Favorable
23/04/2013	Ouverture école sommellerie au R+2	Favorable
22/10/2013	Périodique	Favorable
21/03/2017	Périodique	Favorable
24/01/2024	Périodique	Favorable
25/06/2024	Ouverture (l'école Ferrandi)	Favorable



### **Historique et descriptif de l'établissement :**

Bâtiment protégé au titre des monuments historiques d'une surface planchers comprise entre 15 000 et 17 000 m<sup>2</sup>. Le bâtiment CCI comporte par ailleurs 47 œuvres protégées au titre des monuments historiques.

Le Palais de la Bourse est considéré comme un groupement d'établissements, placé sous une direction unique, responsable auprès des autorités publiques des demandes d'autorisation de travaux et de l'observation des conditions de sécurité. La direction unique est assurée par le Président de la CCI.

L'établissement se divise en 4 corps de bâtiments couramment désignés comme :

- Palais de la Bourse, incluant le hall ;
- L'aile Gabriel ;
- L'aile de transition ;
- Le 12 Place de la Bourse.

Les locaux sont essentiellement occupés par :

- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Bordeaux ;
- Le Port Autonome de Bordeaux ;
- Le Tribunal de Commerce ;
- Divers locataires répartis comme suit :

<b>LOCATAIRES DU 12 PLACE DE LA BOURSE</b>	
– Alse / Finnbus / Antodyne / Ma Production / Alvéole ;	– Compagnie juridique (chez Minéral Avocats) ;
– HMS Atlantique Avocats ;	– Indigo Group ;
– JLC (Jury Lawyers Consultants) – Chez Minéral Avocats ;	– JLL / Tétris design & Build ;
– LEA Services ;	– Minéral Avocats ;
– My traiteur / My cater ;	– SCP Jean-Philippe Lebail ;
– SO Games ;	– Stream (chez Minéral Avocats).
<b>LOCATAIRES DU 17 PLACE DE LA BOURSE</b>	
– BPS – Bordeaux Palais de la Bourse	– YNOV MGR / ALPHÉA Conseil
– KBRW	

L'utilisation des locaux concerne (Avis de sous-commission ERP / IGH du 13/02/08 et annexe I de la notice de sécurité du 29/06/06) :

- Des conférences et réunions essentiellement ;
- Des repas (éventuellement dansants) ;
- Des expositions à vocation culturelle (scientifiques, techniques ou artistiques).

Le public est autorisé jusqu'au 3<sup>e</sup> étage.

Aucune manifestation à caractère commercial telle que surface de vente, salon ou exposition ne sera organisée dans le hall.

Les espaces susceptibles d'être mis à disposition comprennent :

– L'Espace Gabriel – 250 m <sup>2</sup> : un amphithéâtre de 190 places avec gradins rétractables et deux salons de réunion ;	– L'Espace Garonne – 260 m <sup>2</sup> : 4 salles de réunions et 3 foyers ;
– L'Espace Tourny – 426 m <sup>2</sup> : 7 salons d'honneur au 1 <sup>er</sup> étage ;	– L'espace Bourse – 1 500 m <sup>2</sup> : espace polyvalent comprenant un grand foyer de 220 m <sup>2</sup> , l'atrium de 600 m <sup>2</sup> , la galerie de 544 m <sup>2</sup> et sa partie arrière de 136 m <sup>2</sup> .

La location des espaces est confiée à la société Bordeaux Palais de la Bourse (BPB) qui met les locaux à disposition des preneurs, équipe de sécurité comprise (1 SSIAP 2, 2 SSIAP 1).

#### **Moyens de secours – PC sécurité :**

L'établissement est équipé d'un SSI de catégorie A, alarme de type 1 avec une temporisation de 5 minutes. Le PC sécurité est doté d'une Unité d'Aide à l'Exploitation (UAE) du SSI.

L'établissement est équipé de détection comme suit :

- Détecteurs linéaires pour le hall, le grand foyer et le couloir du tribunal de commerce au R +1 ;
- Détecteurs par aspiration Vesda pour la zone « musée » ;
- Détecteurs Automatiques Incendie (DAI) pour le reste des locaux.

Le bâtiment comprend quatre zones de compartimentage :

- Le Palais de la Bourse, incluant le hall ;
- L'aile Gabriel ;
- L'aile de transition ;
- Le 12 Place de la Bourse.

Une source centrale alimente une partie des blocs d'éclairage. Le restant est assuré par des blocs autonomes.

L'établissement est équipé de deux groupes électrogènes (voir demande d'avis page 11) :

- Un reprenant les équipements de sécurité ;
- Un assurant les serveurs informatiques.

Tous les escaliers encloisonnés sont équipés de colonnes sèches.

LE PC sécurité est accessible par le 16 Place de la Bourse. Il est armé par une équipe de 3 agents comprenant un chef d'équipe de sécurité incendie, un agent de sécurité incendie et une personne formée à la sécurité incendie affectée à d'autres tâches et facilement mobilisable.

Dans le cas de la mise à disposition du hall pour l'organisation de manifestations autres que ventes, salons ou expositions, il est prévu une équipe dédiée (1 SSIAP 2, 2 SSIAP 1), mise à disposition par BPB (voir également page 6). Cette équipe travaille en étroite collaboration avec l'équipe de la CCI.

**Pour mémoire – Demande de dérogation – Avis de sous-commission ERP / IGH du 13/02/08**

**D1 :**

NATURE
Compte tenu des difficultés d'appréhension du degré CF des planchers, des sondages ont été effectués par le CEBTP. Les résultats font apparaître une hétérogénéité dans la structure des planchers et un degré CF se situant entre 1/2 heure et 1 h 1/2. L'exigence CF 1 h 1/2 pour un bâtiment de ce type ne pouvant être satisfaite de manière sûre, l'avis de la commission est sollicité sur les mesures compensatoires suivantes :
MESURES COMPENSATOIRES
<ul style="list-style-type: none"><li>– Extension de la détection automatique incendie à l'ensemble des locaux, sauf sanitaires et escaliers ;</li><li>– Installation d'un SSI de catégorie A avec équipement d'alarme de type 1 ;</li><li>– Absence de temporisation au déclenchement de l'alarme ;</li><li>– Désenfumage systématique des circulations horizontales ainsi que de la galerie ceinturant le hall au 1<sup>er</sup> étage ;</li><li>– Balisage des circulations par pictogrammes électroluminescents en plus du balisage réglementaire prévu ;</li><li>– Création et armement d'un PC sécurité au 18, Place de la Bourse ;</li><li>– Maîtrise d'un potentiel calorifique dans le hall : seules les activités à risques courants seront prévues, les activités de type M, S et T sont formellement exclues ;</li><li>– Désenfumage du hall</li></ul>
RÉPONSE À LA DEMANDE DE DÉROGATION
<p><b>Nota :</b> cette dérogation a été en partie acceptée (avis CCDSA du 1<sup>er</sup> octobre 1997), le projet d'installation de la détection automatique incendie étant limité aux circulations, salons du 1<sup>er</sup> étage et locaux à risques particuliers. Le PC sécurité a été créé et une équipe de sécurité a été mise en place dans le cadre des travaux de la tranche I – Phase I.</p> <p>Avis favorable de la CCDSA le 08/11/06.</p>



**A1 :**

### **NATURE**

La maîtrise d'ouvrage souhaite la mise en place d'un second groupe électrogène, pour permettre la reprise de la salle informatique, d'une puissance de 110 KVA.

Ce groupe sera seulement utilisé en remplacement.

Vu toutes les contraintes, notamment ABE, nous proposons donc d'installer le second groupe de 110 KVA à proximité du premier, dans la fosse située dans la cour de service qui donne sur le PC sécurité.

Le groupe étant situé à moins de 8 m de la façade, nous demandons donc un avis de la sous-commission pour la mise en place de cet équipement.

### **RÉGLEMENTAIRE**

**ART EL 5 § 3 a :** L'isolement de ces locaux peut-être réalisé selon la nature des matériaux qu'ils referment : par des parois coupe-feu de degré 2 heures et des dispositifs de franchissement coupe-feu de degré 1 heure sans communication directe avec les locaux ou dégagements accessibles au public.

**ART EL 7 :** Les groupes électrogènes, à l'exception de ceux dont le fonctionnement est associé à une installation de cogénération doivent être disposés dans des locaux de services électriques répondant aux dispositions de l'article EL 5 et isolés dans les conditions du § 3 a de cet article.

### **MESURES COMPENSATOIRES**

En mesures compensatoires à la mise en place de ce groupe à proximité du bâtiment, nous proposons :

- De limiter la cuve à fuel à 190 l et de la protéger via une dalle béton ;
- De mettre en place un groupe électrogène à injection directe (le fuel injecté est directement brûlé, sans stockage dans l'appareil) ;
- De protéger la façade d'un éventuel incendie par la mise en place d'un écran thermique coupe-feu de degré 2 h qui remontera dans la fosse avec un retour de 50 cm au-dessus du groupe.
- De mettre en place un système d'extinction automatique au-dessus du groupe installé.

**Mode de classement – Avise de sous-commission ERP / IGH du 13/09/23 :**

NIVEAUX	LOCAUX	ARTICLES DE RÉFÉRENCE	MODE DE CALCUL	EFFECTIF PUBLIC	EFFECTIF PERSONNEL	EFFECTIF TOTAL
Établissement		L3 / W2 / N2 / R 2 / Y2		1912	362	2274
TOTAL				1912	362	2274
CLASSEMENT						
TYPE PRINCIPAL				L		
TYPES SECONDAIRES				W / N / R / Y		
CATÉGORIE				1ère		
PÉRIODICITÉ (Article GE 4)				3 ans		

**Défibrillateur Automatique Externe (D. A.E) :**

L'ÉTABLISSEMENT EST ÉQUIPÉ D'UN DAE	
OUI	NON
X (au PC Sécurité)	

**OBJET DE LA VISITE :**

DATE ET HEURE DE LA VISITE	
25 juin 2024 – 14H00	
VISITE PÉRIODIQUE	VISITE D'OUVERTURE
article R 143-41 du Code de la Construction et de l'Habitation	Art R 143-38 du Code de la Construction et de l'Habitation
X	

La visite porte uniquement sur la partie concernée par les travaux de l'AT 33 063 23 Z 0330 : transformation de bureaux en salle de cours pour l'école Ferrandi

Remarque : La conception intérieure se base sur la notion d'un compartiment Art CO 25. Or, la notice initiale ne le précisant pas. Toutefois, le RVRAT a pris en compte cette configuration Art. CO 25 et R 6.



## II – COMPOSITION DE LA COMMISSION

### **Avec voix délibérative**

M. Abderrahman EL OUAFI, du service interministériel de défense et de protection civile (SIDPC) – section risques bâtimentaires – représentant le Préfet de la Gironde, Président ;

M. Dominique BUISSON, adjoint au maire, représentant le maire de Bordeaux ;

Mme Nathalie BELINGHERI, représentant le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer ;

M. Mickaël ROY, lieutenant de sapeurs-pompiers professionnels représentant le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours ;

M. Jérôme MONTET, représentant le Directeur Inter Départemental de la Police Nationale.

### **Avec voix consultative :**

M. Guillaume COMAIRAS, du service *Prévention Sécurité Incendie* de Bordeaux-métropole.

### **Représentants de l'établissement :**

M. Jérôme AKRICH, responsable logistique, patrimoine et marchés publics de la CCI Bordeaux, assurant la direction unique de sécurité du groupement d'établissements ;

M. Sébastien BOUILHAC, SSIAP 2, PC sécurité ;

M. Thomas RICHARD, SSIAP 1, PC sécurité ;

### **Autres présents :**

Melle Eva LADRETTE, stagiaire à la préfecture de la Gironde ;

M. Rayan DARTRON, de la société Fauché (électricité) ;

M. Nicolas SAZATORNIL, coordinateur SSI (BET CETAB) ;

Mme Rawdha BRINI, de l'association APF ;

M. Jean-Pierre MOLENAT, de l'association GIHP Aquitaine.

### III – RÉGLEMENTATION APPLICABLE

o Sécurité contre les risques d'incendie et de panique :

**Code de l'Urbanisme** (et en particulier l'article R 425-15).

**Code de la construction et de l'habitation** (article R 143-1 à R143-47).

**Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié par les décrets du 31 mai 1997 et du 30 août 2006** relatif à la CCDSA et circulaires d'application des 22 juin 1995 et 21 décembre 2006.

**Arrêté du 25 juin 1980** modifié relatif à la sécurité incendie dans les E. R. P. (dispositions générales).

**Arrêté du 05 février 2007** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type L.

**Arrêté du 21 avril 1983** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type W.

**Arrêté du 04 juin 1982** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type R.

**Arrêté du 21 juin 1982** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type N.

**Arrêté du 12 juin 1995** portant dispositions particulières applicables aux établissements du type Y.

**Arrêté préfectoral du 10 novembre 2016** portant constitution de la Sous-Commission Départementale spécialisée dans le domaine de la sécurité dans les ERP-IGH.

## **EXTRAITS DE LA RÉGLEMENTATION**

### **Article R 143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation**

Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant du public avec les règles de sécurité, prévu par le b de l'article R 122 – 11, comprend les pièces suivantes :

- une notice de descriptive précisant les matériaux utilisés tant pour le gros œuvre que pour la décoration et les aménagements intérieurs
- un ou plusieurs plans indiquant les largeurs des passages affectés à la circulation du public, tels que dégagements, escaliers, sorties, la (ou les) solution (s) retenue (s) pour l'évacuation de chaque niveau de la construction en tenant compte des différents types et situations de handicap ainsi que les caractéristiques des différents espaces d'attente sécurisés.

L'article R 143-22 du Code de la Construction et de l'Habitation est complété par l'article GE 2 du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique.

### **Article GE 2 (Dossier de sécurité)**

§1. Le dossier permettant de vérifier la conformité d'un établissement recevant du public avec les règles de sécurité tel que prévu à l'article R 143-22 du code de la construction et de l'habitation doit contenir :

- une notice récapitulant les dispositions prises pour satisfaire aux mesures prévues par le règlement de sécurité ;
  - un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir, d'une part, les conditions d'accessibilité des engins de secours, et plus particulièrement les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers, et d'autre part, la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers ;
  - afin de vérifier des points particuliers concernant le règlement de sécurité, des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi que éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment ;
  - lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque point dérogatoire une fiche indiquant notamment les règles auxquelles il est demandé de déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée), les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans) et la justification des demandes (motivation et mesures compensatoires proposées).
- En application du second principe de l'article GN 8, le dossier de sécurité devra également présenter la (ou les) solution (s) retenue (s) pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap (arrêté du 18 novembre 2011 modifiant l'article GE 2).

§2. Les documents de détail intéressant les installations techniques doivent pouvoir être fournis par le constructeur ou l'exploitant avant le début des travaux portant sur ces installations ; ils sont alors communiqués à la commission de sécurité.

### **Article R 143-34 du Code de la Construction et de l'Habitation :**

« Les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions de la présente réglementation. À cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement, en cours d'exploitation, aux vérifications nécessaires par des organismes ou personnels agréés, dans les conditions fixées par arrêté du Ministre de l'Intérieur ou des Ministres intéressés. Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement. »



## IV – DOCUMENTS JUSTIFICATIFS

⊗ **Registre de sécurité** (article R 143-44 du Code de la construction et de l'habitation)

Présenté	Non présenté	Observations
X		/

⊗ **Rapport de vérification réglementaire après travaux RVRAT** (article GE 7 et GE 8 du règlement de sécurité) :

Aménagement	Date	Organisme agréé	Observation
AT 33 063 23 Z 0330 : transformation de bureaux en salle de cours pour l'école Ferrandi	18/06/2024	APAVE	Pas de non-conformité

⊗ **Rapport de réception technique du SSI**

Aménagement	Date	Organisme agréé	Observation
AT 33 063 23 Z 0330 : transformation de bureaux en salle de cours pour l'école Ferrandi	21/06/2024	CETAB	2 observations levées

⊗ **Attestations relatives à la solidité** (article 46 du décret 95-260 du 08 mars 1995) :

Mission solidité	Date	Organisme agréé	Observation
AT 33 063 23 Z 0330 : transformation de bureaux en salle de cours pour l'école Ferrandi	25/06/2024	M. Mathieu DANE (APAVE)	N'a pas émis d'avis défavorable

## V – OBSERVATIONS

### A) – MESURES GÉNÉRALES LIÉES A L'EXPLOITATION :

OBJET	PRESCRIPTIONS
<b>1) Registre de sécurité</b>	– Il doit être tenu à jour conformément aux dispositions de l'article R 143-44 et présenté à chaque visite de la commission
<b>2) Installations techniques</b>	– Faire procéder périodiquement à leur vérification par un organisme agréé (Articles R 143-34, GE 6 et GE 7). – Les travaux de mise en conformité prescrits par l'organisme agréé doivent être réalisés sans délai.
<b>3) Travaux dangereux</b>	– L'exploitant ne peut effectuer ou faire effectuer, en présence du public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation (article GN 13).
<b>4) Accès des engins de secours</b>	– Les dispositions utiles doivent être prises afin que l'accès à l'établissement des engins de secours soit assuré en toutes circonstances (articles CO 1 à CO 4).
<b>5) Issues et dégagements</b>	– Les maintenir libres de tout encombrement ou obstacle (article CO 37).
<b>6) Balisage des dégagements</b>	– Assurer un balisage et un fléchage efficace des sorties (panneaux avec inscriptions de couleur blanche sur fond vert). (Article CO 42).
<b>7) Éclairage de sécurité</b>	– Veiller au bon fonctionnement des dispositifs d'éclairage de sécurité et procéder immédiatement à la réparation ou au remplacement des éléments qui s'avéreraient défectueux (articles EL 18 et EC 13).
<b>8) Aménagement</b>	– Respecter les dispositions des articles AM 1 à AM 19). – L'appareil à éthanol devra respecter les dispositions de l'article AM 20.
<b>9) Armoires électriques, chargeurs de batteries, etc.</b>	– Maintenir les abords de ces installations libres de tout dépôt ou stockage (articles EL 4 et EL 18).
<b>10) Moyens d'extinction (RIA ; extincteurs)</b>	– Les maintenir accessibles et visibles (article MS 39). – Faire procéder à une vérification annuelle des extincteurs (article MS 38 §4) – Le personnel doit être instruit au maniement des moyens de secours (articles MS 46 §1a, MS 48 §1 et MS 51).
<b>11) Consignes</b>	– Afficher les consignes de sécurité (article MS 47).
<b>12) Plans d'évacuation</b>	– Afficher les plans d'évacuation de l'établissement, de manière judicieuse et visibles, à chaque niveau, rez-de-chaussée compris (article MS 47).
<b>13) Plans d'intervention</b>	– Afficher les plans d'intervention à l'entrée principale (article MS 41) et l'avis relatif au contrôle de sécurité (article GE 5).
<b>14) Évacuation des eaux pluviales</b>	– Procéder régulièrement à la vérification des dispositifs assurant l'écoulement des eaux pluviales ou résultant de la fonte des neiges afin d'éliminer tout risque d'accumulation en toiture.
<b>15) Interdiction de fumer</b>	– Afficher et faire respecter l'interdiction de fumer.

## **B) – MESURES PARTICULIÈRES :**

**Vérifications techniques en exploitation :** Le rapport Géniclimate de l'essai sur le désenfumage daté du 03/05/2024 fait état d'un écart négatif entre la valeur théorique et celle mesurée. Le représentant du bureau de contrôle APAVE a déclaré oralement aux membres de la commission que le résultat de cet essai est conforme à la réglementation. S'assurer du bon fonctionnement du désenfumage à l'échelle de tout l'établissement avec des mesures de débit – **Art. DF 10.**

## **C) – ESSAIS EFFECTUÉS AU COURS DE LA VISITE :**

- Test de la détection automatique et de l'adressage du SSI : dévissage de la tête du DAI 05-060 se trouvant dans le couloir de l'école Ferrandi (RDC, zone 65).
- Test d'alarme, déverrouillage des 2 portails servant cheminement d'évacuation et du désenfumage : déclenchement automatique d'alarme par sensibilisation au gaz d'un DAI positionné dans le couloir de l'école Ferrandi.
- Test du SSI (batterie) et de l'éclairage de sécurité : coupure électrique de la partie école Ferrandi par disjonction à partir du tableau électrique se trouvant au RDC à proximité de l'ascenseur.
- Test de l'équipe de sécurité : simulation d'un feu non maîtrisable.

### Résultats des tests :

Organe de sécurité incendie	Résultat du test		Observation
	Satisfaisant	Non satisfaisant	
SSI (adressage)	X		/
Détection automatique	X		/
Alarme	X		/
Déverrouillage des portes de sorties	X		/
Désenfumage	X		/
Éclairage de sécurité	X		/
Levée de doute	X		/
Évacuation	X		/
Réactivité du personnel de sécurité	X		/



**VI – CONCLUSION**

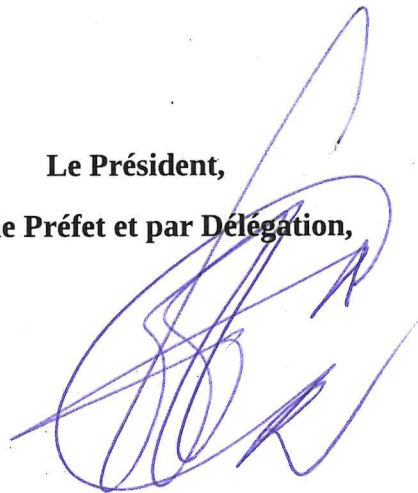
**AVIS de la SOUS-COMMISSION DÉPARTEMENTALE SPÉCIALISÉE**  
**DANS LE DOMAINE DE LA SÉCURITÉ CONTRE L'INCENDIE ET LA PANIQUE DANS**  
**LES ERP-IGH**

**Sur l'ouverture après travaux de l'établissement**

**FAVORABLE**

***Fait à Bordeaux le 26 juin 2024 :***

**Le Président,  
Pour le Préfet et par Délégation,**

A large, stylized handwritten signature in blue ink, consisting of several loops and flourishes, positioned over the text of the delegation.

**Abderrahman EL OUAFAI**

